

## DES OUTILS, DES OUTILS, ET L'HUMAIN DANS TOUT CELA ?

### RIEN N'EST VALIDÉ...

La DGDDI nous avait promis le grand soir mais après 3 groupes de travail dédouanement (25 mai 2023, 15 novembre 2023, 15 mars 2024), force est de constater que peu de résultats ont été obtenus voire aucune orientation importante validée et votée dans les instances supérieures du dialogue social.

Nous rappelons que le fondement d'un groupe de travail (GT), tel que prévu dans les textes est la préparation avec les organisations syndicales de mesures qui seront votées en Comité Social d'Administration (CSAL).

### UN MÉPRIS CERTAIN

Le SNAD CGT dénonce le scandale et le mépris de ces « GT dédouanement » qui ne se sont tenus qu'avec des représentants de COMINT (Pour Rappel : 3 GT dédouanement avec ce bureau en chef d'orchestre) empêtrés dans l'animation de la réunion, l'impossibilité de répondre à de nombreuses questions.

Le SNAD CGT dénonce aussi l'absence des équipes des sous-directions Réseau et Affaires juridiques et lutte contre la fraude (JCF) au GT et de la sous-direction Réseau, alors que ces transformations profondes vont impacter les politiques de contrôles et les méthodes de travail (ces décisions n'étant pas le fait des nos sous directions mais bien de décisions politiques de nos DG)

D'ailleurs, ce « dialogue social » n'en a pas été un, à l'image de toute discussion avec la DG depuis maintenant trop longtemps.

Depuis 2015 ce n'est pas moins de 6 GT (dont un dédié au fameux « e commerce ») qui ont permis à la DG de cocher la case « dialogue social » dans ses agendas, sans prendre en compte les nombreuses demandes des agents relayées par les OS (Pour Rappel: nous sommes les représentants des personnels et nous portons vos voix).

Alors que nous avons demandé le 21 mars dernier une nouvelle réunion à programmer bien avant le déploiement de DELTA I/E et en présence des sous directions JCF2 et Réseau, la DG répond par une vague réunion technique intitulée « impact du programme import/export » reporté au 1er semestre 2025 !

Pour le SNAD CGT, c'est se moquer (et c'est un euphémisme), de l'ensemble des agents OPCO et un manque de préparation évident, que la DG nous annonce vouloir travailler sur l'impact dans les services de cette refonte du dédouanement alors que le déploiement est bel et bien déjà engagé.

### UNE CHARGE DE TRAVAIL CROISSANTE

La DG semble ignorer que des conséquences sont déjà visibles en termes de charge de travail dans les services déjà tellement sous dotés en effectifs ? Le SNAD CGT s'en inquiète pour tous les agents OPCO.

Après le dernier GT et la demande en inter-syndicale du 27 mars 2024 pour l'élaboration d'une étude ergonomique de DELTA I/E, nous exigeons à nouveau qu'un tel sujet soit travaillé dans le cadre d'un nouveau GT avec tous les bureaux de la DG concernés de ce dossier.



Sur le seul aspect de l'ergonomie, en mars dernier, aucune étude ergonomique n'avait été prévue pour les utilisateurs par la Direction Générale.

Nous avons incidemment appris, lors de la Formation Spécialisée du CSAR du 24 septembre 2024, que la DG avait contacté durant l'été le pôle des ergonomes du ministère qui aurait validé une étude.

Le SNAD CGT dénonce le manque de transparence de la direction générale qui n'a communiqué aux représentants des personnels aucune information sur les éléments transmis au pôle des ergonomes du ministère.

Le SNAD CGT exige d'être associés à ces études notamment dans le choix des sites.

## ET APRÈS !

Après des mois d'atermoiement et de mensonges, voilà concrètement ce que sera la transformation de la chaîne du dédouanement et les conséquences pour les agents OPCO :

⇒ **ICS2 et le ciblage sécurité** : ce sont les bugs récurrents dans ICS2 qui expliquent que les ciblage en avant dédouanement n'ont été réservés qu'à la sûreté depuis plus d'un an.

Qu'en est-il réellement en cette fin d'année 2024 alors que l'administration annonce le lancement progressif des PROCOMS sécurité ? Que dire de l'impréparation des opérateurs maritimes à qui la DGDDI accorde des délais supplémentaires ?

La DG a-t-elle évalué la charge de travail sur la fiabilisation des ENS par les services ?

⇒ **Pour les Pôles Gestion des Procédures** : • un sous-effectif cumulé à une charge de travail extraordinaire qui ne fait que s'accroître au fil des notes, sans outils développés pour

harmoniser les pratiques comme pour les audits à programmer annuellement sur les postes susceptibles de naître.

Ils sont en première ligne de la frustration des opérateurs lorsque les outils ne fonctionnent pas.

⇒ **Delta T P5** : symptomatique d'applicatifs développés à la va-vite et qui entraîne ENCORE une surcharge de travail des pôles avant dédouanement qui avaient déjà la tête sous l'eau.

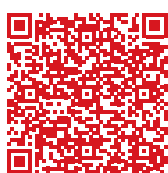
⇒ **ANTES** : rien n'est clair ! Une grande incertitude doublée d'une grande inquiétude sur le développement et les conséquences sur les bureaux frontaliers.

⇒ **Delta I** déployé depuis fin novembre, qui imposera de suivre de multiples écrans de veille sans parler d'une formation construite par les formateurs eux-mêmes alors qu'un tel chantier devrait être piloté par la DNRFP.

Plus inquiétant encore, des sujets très structurants n'ont toujours pas reçu de réponse :

⇒ **DCN** : le SNAD CGT continue de demander une politique de relocalisation sur tout le territoire des activités de dédouanement et de contrôles des marchandises et le renforcement en effectif des bureaux de présentation qui actuellement n'ont pour certains n'ont pas les moyens humains de réaliser les contrôles prescrits. La DG pousse le cynisme jusqu'à créer un motif de libération des déclarations « effectifs insuffisant » !

⇒ **Contrôle des normes** : La DG s'était engagée à revenir vers les représentants du personnel concernant l'évolution de l'arrêté d'application de l'article 38-5 du Code des douanes (sa réécriture) qui permet de contrôler et constater des infractions aux règles de conformité des produits industriels des marchandises dédouanées dans un autre État membre et destiné à



la France. D'ailleurs, plusieurs collègues ont eu un arrêté d'affectation dans ces services qui devaient se créer, ils sont toujours en attente de mission.

⇒ **Bilan SI BREXIT** : point non traité au dernier GT dédouanement de mars 2024, nous attendons toujours !

⇒ **e commerce** : depuis 3 ans, le SNAD CGT souhaite une doctrine d'emploi à diffuser aux OS, un modèle de formation à créer dans les écoles, un régime de travail spécifique pour les contrôles en fret postal et express, la transmission d'une cartographie des grands opérateurs de commerce en ligne et enfin, l'inscription des bureaux de proximité de ces sites dans le plan de contrôle national. Nous attendons toujours !

⇒ **La mission « sécurité alimentaire »** et les nombreuses questions réglementaires toujours en sans réponse.

**Il est grand temps que la DG prenne pleinement conscience que les agents ne sont pas la variable d'ajustement des projets pilotés au niveau de la Commission européenne.**

**La casse du service public engagée depuis trop longtemps a fragilisé la capacité d'adaptation de la Douane.**

**Nous vous rappelons que rien ne pourra se faire sans les douaniers !**

**Le SNAD CGT exige un vrai dialogue et une réelle prise en compte des revendications qu'elle porte pour que la transformation imposée, à marche forcée, ne se fasse pas sur le dos des agents.**



**Notre priorité, c'est vous !**